

# En Pologne, le réveil de la société civile

Plus de 240 000 personnes ont manifesté contre le gouvernement, qui accroît sa mainmise sur les institutions

VARSOVIE - correspondance

**A** l'épreuve de force de la rue, l'opposition libérale marque des points en Pologne, face aux ultrac conservateurs du PiS (Droit et justice) au pouvoir. Samedi 7 mai, à l'occasion de la Journée de l'Europe, plus de 240 000 personnes ont défilé dans les rues de Varsovie, pour témoigner de leur attachement aux valeurs européennes et contre « l'appropriation de l'Etat » par le parti de Jaroslaw Kaczynski. Il s'agit d'une des plus importantes manifestations depuis la chute du communisme en Pologne, comme si la révolution conservatrice entamée par le PiS il y a six mois, et que le parti promet de poursuivre à grands pas, avait réussi à réveiller une société civile en sommeil depuis 1989.

Unie par le slogan « *Nous sommes et nous resterons en Europe* », la mobilisation lancée par le Comité de défense de la démocratie (KOD) a rassemblé les principaux partis d'opposition et des citoyens venus de toute la Pologne. « *Nous sommes ensemble pour dire que nous n'accepterons pas le cauchemar du pouvoir autoritaire* », a lancé le chef des libéraux de la Plate-forme civique (PO), Grzegorz Schetyna. Le leader du KOD, Mateusz Kijowski, a souligné que le rassemblement avait pour objectifs de démontrer « *la diversité, l'ouverture au dialogue* » et « *l'accord sur des valeurs fondamentales qui sont remises en cause par le parti au pouvoir* ».

Dans le cortège, long de trois kilomètres, on pouvait voir des effigies de Jaroslaw Kaczynski en marionnettiste manipulant le président Andrzej Duda et la première ministre Beata Szydlo. « *Je n'ai pas le souvenir d'une manifestation aussi imposante depuis les années 1980*, nous indique Krystyna, 62 ans. *Ça me rappelle l'époque de Solidarnosc!* » Derrière les souri-

res et l'ambiance bon enfant se cachaient d'importantes inquiétudes, face aux « *menaces pour les libertés publiques* » et au « *langage de haine* » véhiculé par les milieux conservateurs. « *Le pouvoir essaye de nous diviser, s'insurge Darek, 49 ans, venu des Basses-Carpates. On parle de "bons" et de "mauvais" Polonais, de "patriotes" et de "traîtres". On cherche des ennemis partout. Nous ne permettons pas que les valeurs européennes soient progressivement effacées de nos cœurs, de nos têtes et du débat public!* »

La décision du gouvernement, fin avril, de supprimer le Conseil de lutte contre les discriminations, la xénophobie et l'intolérance n'a fait qu'accroître ces craintes, alors que, selon les statistiques, les actes à caractère xénophobe ont plus que doublé depuis 2013. Une cinquantaine d'ONG ont adressé une lettre à la chef du gouvernement pour s'inquiéter de la « *hausse de l'agressivité dans la vie publique* », sans obtenir de réponse.

## « Marginalisés »

« *On voit de plus en plus une acceptation implicite des revendications nationalistes. Le pouvoir ne les condamne pas. L'atmosphère politique dans le pays commence à être préoccupante* », s'inquiète Maciej, 33 ans. Le même jour, une contre-manifestation des organisations nationalistes, dénonçant « *les collaborateurs coopérant avec Bruxelles* » qui veulent « *détruire les traditions polonaises* », a réuni près de 2 500 personnes dans la capitale.

Mais pour une vaste majorité de Polonais, l'appartenance à l'UE reste synonyme de sécurité géopolitique et de garantie des libertés fondamentales. « *Je suis née dans les années 1970 et je suis passée par toutes les étapes du développement de notre pays, soupire*

Beata, 42 ans. *On sent désormais comme un retour au communisme. Les médias publics sont à l'unisson. Le gouvernement ne respecte pas la Constitution ni la séparation des pouvoirs.* »

Si Jaroslaw Kaczynski a indiqué, le 3 mai, qu'il ne « *voyait pas d'alternative* » à l'appartenance de la Pologne à l'UE, les manifestants craignent un éloignement symbolique du pays des valeurs européennes. « *J'ai l'impression qu'on essaye à nouveau de bâtir un mur entre l'Europe de l'Ouest et nous*, ajoute Beata. *La Pologne commençait à se faire une place importante en Europe. Désormais, nous sommes marginalisés. Le PiS peut faire plus de mal à l'image de la Pologne que [le président Viktor] Orban en Hongrie.* »

Faisant fi des critiques de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe, M. Kaczynski incite le gouvernement à accélérer le rythme des réformes. Pendant que l'opposition battait le pavé, il organisait une session de questions-ré-

ponses avec les internautes. Il y a annoncé une refonte en profondeur du système judiciaire ainsi qu'une réforme du code électoral.

Un conflit qui pourrait encore s'aggraver. Le ministère de justice a annoncé, jeudi 5 mai, un projet controversé de réforme du Conseil national de la magistrature, organe constitutionnel chargé de veiller à l'indépendance de la justice. Il prévoit notamment le remplacement de la totalité de ses membres et la mise en place

## « Vengeance »

d'un système de nomination largement régulé par le ministre de la justice. Pour le porte-parole du Conseil, Waldemar Zurek, il s'agirait d'une « *vengeance* » du pouvoir sur l'institution, qui s'est rangée du côté du Tribunal constitutionnel dans le conflit qui l'oppose à la majorité.

« *Nous voyons que le pays se rapproche de plus en plus des standards non démocratiques de l'Est*, s'inquiète Janusz, 50 ans. *La Pologne s'est métamorphosée en vingt ans, de manière très positive. Nous voulons simplement préserver cet acquis précieux.* » Dans un pays où la droite conservatrice a longtemps gardé le monopole des mobilisations de masse, le pouvoir devra désormais compter avec ces forces nouvelles. Car, comme l'indiquaient de nombreuses pancartes exhibées par les manifestants, « *la Pologne, ce n'est pas le PiS* ». ■

J. I.W.

**« Les médias publics sont à l'unisson. Le gouvernement ne respecte pas la Constitution ni la séparation des pouvoirs »**

BEATA

manifestante de 42 ans

## Viktor Orbán et ses alliés refusent de payer pour les réfugiés

LES PAYS D'EUROPE CENTRALE n'entendent pas payer l'amende. La Commission européenne envisage de leur demander 250 000 euros pour chaque réfugié non accueilli dans le cadre du plan européen de répartition de 160 000 personnes fuyant la guerre en Syrie. Cette « contribution de solidarité » serait ensuite reversée aux pays qui accueillent des exilés.

Mais depuis qu'elle a été évoquée à Bruxelles, début mai, cette idée suscite la colère des quatre capitales qui forment le groupe de Visegrad – Budapest, Varsovie, Bratislava et Prague. Viktor Orbán, le premier ministre hongrois, a profité de l'interview fleuve qu'il donne chaque vendredi sur les ondes pour rappeler qu'une telle somme représente quarante ans de salaire moyen dans son pays. Le chef de sa diplomatie, Peter Szijjarto, a parlé, lui, d'un « chantage » inacceptable.

Budapest compte organiser un référendum sur le plan européen de répartition des réfugiés adopté en septembre 2015.

Pour la Hongrie, cette relocalisation étant juridiquement contraignante, elle viole sa souveraineté. En Pologne, la proposition de Bruxelles, présentée mercredi 4 mai, a aussi été accueillie avec le plus grand froid, non seulement par les ultraconservateurs du PiS (Droit et justice) au pouvoir, mais aussi par l'opposition libérale de la Plateforme civique (PO), le parti de l'actuel président du Conseil européen, Donald Tusk.

### « Poisson d'avril »

Connu pour son langage peu diplomatique, le ministre des affaires étrangères polonais, Witold Waszczykowski, a qualifié l'idée de « poisson d'avril ». Il a par ailleurs annoncé que la Pologne allait, d'ici quelques semaines, mettre en place une aide aux réfugiés syriens au Liban, qui aura pour objectif d'assurer logement et nourriture pour 6 000 à 10 000 personnes. Le ministre de l'intérieur, Mariusz Blaszczak, a affirmé que la proposition allait créer une incitation à l'immigration : « Cette idée ne

résout pas le problème des vagues de migration successives. Au contraire, elle ne fait que l'aggraver. »

La proposition de la Commission intervient alors qu'une loi antiterroriste controversée est examinée par le Conseil des ministres, qui donne des pouvoirs importants à l'Agence de sécurité intérieure (ABW), notamment celui de mettre sur écoute tout étranger séjournant sur le territoire, sans autorisation préalable d'un tribunal.

En Slovaquie, la coalition entre la gauche et l'extrême droite rejette aussi toute idée de payer pour que d'autres Etats accueillent les exilés. Et le premier ministre tchèque, Bohuslav Sobotka, pourtant social-démocrate, est aligné sur les mêmes positions. Prague a accepté ses premiers réfugiés au compte-gouttes : les quatre premiers sur le quota de 2 691 sont arrivés le 28 avril. ■

BLAISE GAUQUELIN (À VIENNE)  
ET JAKUB IWANIUK (À VARSOVIE)